

jouent souvent les opérations de maintien de la paix. Ainsi, pour parvenir au cessez-le-feu dans la guerre entre l'Iran et l'Iraq, il aura fallu non seulement les talents de médiateur d'un Secrétaire général bien informé et l'influence des membres permanents du Conseil de sécurité, mais aussi l'intervention d'un contingent de Casques bleus, qui ont fait office d'observateurs militaires. Les Nations-Unies doivent pouvoir compter sur tous ces éléments, dans leur intégralité et à n'importe quel moment.

Pour que l'ONU puisse avoir plus facilement accès à des informations récentes, à des données préliminaires et à des analyses solides sur les événements politiques susceptibles d'avoir une incidence sur la sécurité internationale, on a créé au sein du Secrétariat des Nations-Unies le Bureau de recherche et de collecte d'informations (BRCI). Cet organisme peut considérablement contribuer à la prévention des conflits. En ce qui a trait à la médiation, les Nations-Unies sont déjà bien équipées, puisqu'elles ont recours aux services de leur Secrétaire général lequel peut, à son tour, faire appel à de nombreuses autres personnes qualifiées. Pour ce qui est, en revanche, des forces onusiennes de maintien de la paix, elles pourraient être beaucoup plus mises à contribution, jouer un rôle de dissuasion et de stabilisation et intervenir en mer, ce qu'elles n'ont encore jamais fait.

Les mandats du BRCI et du Conseil de sécurité se rapportent aux conflits politiques entre États. C'est également dans ce domaine que les Nations-Unies ont acquis l'essentiel de leur expérience au chapitre de la médiation; jusqu'à présent, on a eu tendance à n'envisager le recours aux Casques bleus que dans le contexte des conflits politiques, à quelques exceptions près. Et pourtant, il faut admettre qu'aujourd'hui, la grande majorité des situations de conflit découlent de tensions économiques ou sociales, le plus souvent essentiellement internes, mais avec d'importantes ramifications sur le plan international. Si les Nations-Unies veulent pouvoir faire face à ce genre de conflit, elles doivent pouvoir mobiliser l'ensemble de leurs ressources (y compris les informations recueillies dans le cadre de la "surveillance planétaire") pour les mettre au service de la prévention, par le biais peut-être d'un Conseil économique et social dont le rôle aura été grandement renforcé.

Tous ces objectifs et impératifs doivent être pris en compte quand on analyse l'utilité et l'organisation, au sein des Nations-Unies, d'un centre de réduction des risques de guerre. Dans les années 1970, les mesures propres à accroître la confiance étaient le